

Diplomatie globale et ressources naturelles

Global diplomacy and natural resources

Enjeux, pratiques et influences des acteurs non-étatiques (XVIIIe-XXIe siècle)

Stakes, practices and influences of non-state actors (18th-21st centuries)

LARCA, Université Paris-Diderot

Organisation : Laurence Cros, Maggy Hary, Stéphanie Prévost, Mélanie Torrent

LES ACTEURS RELIGIEUX CHRÉTIENS DANS LA MOBILISATION ENVIRONNEMENTALE

Blandine CHELINI-PONT
Aix-Marseille

Alors que la France va accueillir du 15 novembre 2015 au 15 décembre la 21^e Conférence mondiale sur le climat (la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques-COP21), les responsables religieux français s'activent pour engager leurs fidèles à agir. Ainsi, le 1^{er} juillet 2015, ils ont remis à François Hollande à l'Élysée une Déclaration commune sur le climat. Ils y appellent à « *une action climatique conséquente et à une remise en question de nos valeurs et de nos attitudes* ». Ce texte a été écrit en vue de la Conférence.

Soulignant que « *la crise climatique relève d'un défi spirituel et moral* », les responsables religieux français reçus à l'Élysée déclarent que « *l'humanité s'est fourvoyée dans un rapport de domination et d'exploitation mortifère de l'environnement* » en perdant « de vue « *sa relation à la nature et son intime interdépendance avec tout ce qui constitue celle-ci* ». Il faut donc, affirment les représentants catholiques, protestants, orthodoxes, musulmans, juifs et bouddhistes de France « *repenser et habiter autrement notre rapport à la création et à la nature* ».

Appelant à « *agir pour la justice* », « *œuvrer pour la paix* » et à « *préparer de toute urgence un futur sûr et viable pour nos enfants, en sortant de l'ère des énergies polluantes et en revoyant nos modèles économiques de production et de consommation sans limite* », la CRCF (Conférence des responsables de cultes en France) appelle donc à « *un sursaut des consciences vers une action climatique conséquente et à une remise en question de nos valeurs et de nos attitudes* ».

UN ACCORD CONTRAIGNANT APPLICABLE À TOUS »

Concrètement, les religieux français appellent, en vue de la COP21, à « *l'adoption d'un accord contraignant applicable à tous* » visant

- à « *sortir (...) de l'ère des énergies fossiles* » pour une « *réduction des émissions de gaz à effet de serre qui garde le réchauffement moyen global bien en deçà de +2 °C* »,
- à protéger « *les populations les plus vulnérables aux impacts des changements* » et
- à favoriser « *un développement écologiquement responsable et la lutte contre la pauvreté* ».

Les responsables religieux reconnaissent aussi que « *les défis posés par les changements climatiques ne peuvent être relevés de façon effective par les États seuls* ». Ils se proposent donc de former à leur niveau « *les membres de (leurs) communautés à prendre conscience des enjeux de la COP21 et à faire évoluer leurs propres modes de vie* ». Ils s'engagent « *à enseigner et transmettre à partir de (leurs) textes fondateurs et de (leurs) traditions respectives, l'exigence de prise de conscience, d'éveil et de responsabilité de l'être humain au sein de la nature et de la création* ».

Le texte remis à François Hollande, qui s'inscrit dans une tradition récente d'interpellation du politique par les responsables religieux de chaque pays hôte avant chaque grande conférence climatique (ainsi pour la conférence de Lima en décembre, ainsi pour la conférence de NY en septembre dernier), est le fruit d'une réflexion lancée en mai 2015 lors d'un colloque co-organisé avec la commission du développement durable du Sénat sur le rôle des religions face aux enjeux climatiques. À cette occasion, l'envoyé spécial du président de la République pour la préservation de la planète, Nicolas Hulot – qui participait à la rencontre à l'Élysée avec le ministre de l'écologie Ségolène Royal et le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve – avait appelé les

religions à mener avec lui « *une bataille de l'esprit* » pour « *nous aider à placer cette crise à une dimension supérieure* »...

Ce mercredi 1er juillet, les membres de la CRCF participaient également au Jeûne pour le climat, une initiative interreligieuse lancée après que Yeb Saño, le négociateur philippin au sommet sur le climat en 2013 à Varsovie (Pologne), y avait observé un jeûne de treize jours pour témoigner du drame occasionné dans son pays par le typhon Haiyan. Depuis plusieurs mois, un collectif d'organisations religieuses et laïques en France appelle à jeûner chaque premier du mois en solidarité avec les victimes des changements climatiques.

L'année dernière, en septembre 2014, dans les mêmes circonstances (la réunion prochaine du sommet sur le climat des Nations unies), le Conseil œcuménique des églises (COE) et Religions pour la paix organisaient un « sommet » interreligieux à New York, où devait par ailleurs se tenir une grande « Marche pour le climat » le 21 septembre. « *Il existe un impératif moral à agir, car nous avons tous la responsabilité de protéger et de valoriser la création, pour le bien de notre génération et de celles à venir* », résumait le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Vatican, parlant en tant que ministre des Affaires étrangères du Saint-Siège, à l'occasion de ce sommet sur le climat.

LA CONVERSION ECOLOGIQUE

Associations et collectifs interreligieux, ONG confessionnelles et interreligieuses, Eglises instituées : nous voici face à un dense réseau immergé dans la société civile internationale, exemplaire de la problématique de ce colloque, qui contribue pour une part de plus en plus importante à « mettre la pression » sur les grandes rencontres internationales consacrées à cette question. En amont avec ses memoranda, ses myriades d'ONG multiniveaux, et en aval avec ses méthodes de mobilisation médiatique, parfois très originales, ce réseau contribue à construire le contenu d'une mobilisation écologique en pleine expansion et qui rentre peu ou prou dans un projet économique altermondialiste.

En effet, la rencontre à l'Élysée dont nous venons de faire mention, intervient aussi moins de deux semaines (18 juin) après la publication ô combien médiatisée,

de l'encyclique écologique *Laudato si*, (Loué sois-tu), première du genre, dans laquelle chacun est invité « à un nouveau dialogue sur la façon dont nous construisons l'avenir de la planète ». Le Pape de l'Eglise catholique (sa plus haute autorité juridictionnelle et magistérielle) y souligne que « la plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies » provient « de l'activité humaine ». Le climatologue John Schellnhuber, invité à la présentation de l'encyclique devant le corps diplomatique et la presse réunis au Vatican, a servi de caution à l'assertion accusatrice de l'irresponsabilité humaine dans le changement climatique.

Réduire le réchauffement climatique et réduire la misère relèvent d'un même engagement collectif et de chacun, selon ce texte, qui appelle à une « conversion écologique » intégrale. « *Tout est lié.* » Cette affirmation parcourt les 187 pages de l'encyclique du pape François « *sur la sauvegarde de la maison commune* ». Un rappel constant que protéger l'environnement naturel est inséparable d'autres problèmes économiques et sociaux, qui exigent de revoir nos modes de vie et jusqu'à notre perception même de tout ce que Dieu a créé. En somme, une « *conversion écologique* », selon l'expression reprise de Jean-Paul II, à accomplir en intégralité. Bien que sa lettre s'adresse à tout habitant de la planète, le pape donne au final une assise chrétienne à cette « *spiritualité écologique* ».

Il est frappant de noter le nombre de fois où le mot système – parfois qualifié de complexe – revient sous la plume du pape François : système mondial, système industriel, système climatique... Ceci a une conséquence logique : du fait de sa nature systémique, la crise écologique n'attend pas des éléments de réponse partielle. Il faut une approche intégrale de cette crise à la fois environnementale, économique, sociale, culturelle, qui embrasse aussi la question de la justice. « Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature » (n° 139). En d'autres termes, on ne peut se contenter de proposer « un remède technique à chaque problème environnemental qui surgit », car « c'est isoler des choses qui sont entrelacées dans la réalité, et c'est se cacher les vraies et plus profondes questions du système mondial » (n° 111). Ou encore : il convient d'admettre qu'« une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les

discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres » (n° 49).

UNE MOBILISATION ANCIENNE

Cette encyclique n'est pas un commencement et elle se situe dans une ligne 'idéologique' de subordination de l'économique au 'bien commun' et aux valeurs éthiques qui parcourt le réseau écologique religieux depuis plus de 20 ans. Elle est un aboutissement de quelques trois décennies de mobilisation pastorale et théologique pour transformer ou intégrer dans le corpus des religions monothéistes en particulier, une dimension écologique qu'elles n'avaient pas de manière aussi élaborée. Nous sommes en effet passés dans les monothéismes contemporains d'un discours général du don de la Nature, fait par Dieu à l'homme pour sa jouissance et sous sa domination, à l'affirmation alarmiste d'une responsabilité consciente de l'homme dans sa cogérance de la Création (Grésillon-Sajajoli 2015).

L'écologie religieuse est d'ailleurs l'un des seuls aspects qui marche du dialogue œcuménique et interreligieux. En la matière, c'est l'orthodoxie qui s'est engagée de plus longue date dans une réflexion croisée, portée notamment par le patriarche œcuménique de Constantinople, Bartholomeos I^{er}, alors qu'il secondait encore son prédécesseur, Dimitrios, qui avait, dans les années 1970, fait du 1^{er} septembre, premier jour de l'année liturgique orthodoxe, une journée consacrée à la Création. Au fil de symposiums et de colloques, Bartholoméos a créé un véritable réseau interconfessionnel et a développé des universités d'été qui ont formé des centaines de responsables orthodoxes, chrétiens et musulmans. C'est pourquoi, la réception de l'encyclique catholique a été très bonne chez les orthodoxes, y retrouvant l'« *ascétisme écologique* », prôné par leur Patriarche œcuménique, rappelé par le métropolite John Zizioulas, représentant orthodoxe du patriarche Bartholoméos, à la parution de *Laudato si*.

Même réaction chez les Luthériens. « *Le changement climatique n'est pas qu'une question scientifique ou économique, selon Martin Kopp, chargé des questions de justice climatique à la Fédération luthérienne mondiale à la lecture de l'encyclique. C'est aussi une question morale et spirituelle, une question de représentation du monde et de hiérarchisation des valeurs.* »

En quelque sorte, l'encyclique pontificale apparaît comme le sommet d'un iceberg résistant et elle a servi à l'Église catholique pour médiatiser une mobilisation œcuménique interchrétienne et également interconfessionnelle qui a de solides assises depuis bien des années.

MOBILISATION ECOLOGIQUE CATHOLIQUE EN FRANCE

Cependant, les catholiques, à cause de la structuration de leur Eglise, sont les mieux organisés pour faire la publicité de cette mobilisation. Le souci écologique de la terre s'est imposé de manière explicite dans la doctrine de l'Église catholique depuis l'encyclique *Caritas in veritate* de Benoît XVI (29 juin 2009). Son intérêt pour les questions environnementales, via notamment le thème de la défense de la Création, est allé croissant depuis la proclamation de saint François d'Assise comme patron des écologistes par Jean Paul II en 1979. L'engagement de cette Église, et plus généralement de toutes les Eglises chrétiennes dans la protection de la nature (Hervieu-Leger, 1993), s'est depuis considérablement accru au point de générer de nouveaux mouvements au sein des fidèles et de peser sur la vie de la cité.

En attestent les prises de position papales en faveur de l'environnement (François, premier texte en 2013), le texte du groupe de travail Écologie et environnement de la conférence des évêques de France (2012), l'influence d'évêques verts comme Mgr Stenger, ou encore l'émergence d'intellectuels et de scientifiques catholiques qui plaident pour une approche catholique de l'écologie comme Jean Bastaire, Jacques Arnould, François Euvé, Dominique Lang ou Jean-Marie Pelt. À cet égard, l'ONG humanitaire Pax Christi qui a initié une réflexion œcuménique portant sur les fondements religieux de la protection de la nature dès la fin des années 1980 a eu un rôle pionnier : marquée par le Sommet de la Terre de Rio, soutenue par les prises de position de Jean Paul II, cette ONG, sous l'égide de René Coste puis de Jean-Pierre Ribault (2012) a fourni un argumentaire pour l'intervention de l'Église catholique dans le débat public.

Pour le seul exemple de la France, Il s'ensuit une véritable profusion d'initiatives catholiques vertes qui investissent les grands champs de l'écologie, et ce à toutes les échelles. Le collectif chrétien *Vivre Autrement* regroupe 25 associations qui, « *parce que la Bible nous enseigne que la terre est un don de Dieu que l'homme doit gérer avec sagesse, parce que nos modes de vie infligent de graves atteintes à l'environnement mettant en péril*

l'avenir de l'humanité, ont décidé de mener des actions communes pour le développement durable ».

Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, les Chrétiens Unis pour la Terre, l'atelier Chrétiens coresponsables de la Création, le CCFD-Terre Solidaire... multiplient les campagnes de sensibilisation et d'actions comme le jeûne pour le climat, le carême écologique, Noël autrement, les journées de la Création. Ces mouvements sont rejoints par des groupes régionaux ou départementaux comme Chrétiens et Écologie du Loiret ou encore les Assises chrétiennes de l'Écologie du diocèse de Saint Etienne (Grésillon). Tous participent à de riches débats animés par des revues comme les *Cahiers de Saint Lambert- ensemble contre la crise écologique*, la revue jésuite *Études*, des réseaux comme Églises et Écologies (E&E) Actualités de la prise de conscience écologique chrétienne, Chrétiens, indignons nous et relayés par la presse catholique à grand tirage comme *La Vie*, *La Croix*, *Le Pèlerin* ou *Prier*.

Ainsi, la collusion entre engagement spirituel catholique et engagement écologique est forte comme le révèle la part très importante des fidèles au sein des agriculteurs labellisés bio2.

MOBILISATION

Ce qui se passe pour la France se retrouve désormais dans tous les pays et le réseautage ecclésial et associatif autour de l'écologie se mondialise à l'image de la mondialisation des réseaux des acteurs non-étatiques qui fabriquent la « société civile internationale » depuis la fin de la guerre froide. On peut même considérer l'engagement écologique comme l'un des espaces de l'alter-mondialisme qui comporte le plus de groupes aux motivations religieuses. La présentation des principales actions de mobilisation internationale menées par ces groupes dans la préparation ou dans l'injonction au changement reste encore à écrire.

Bibliographie très sommaire :

Etienne Grésillon et Bertrand Sajaloli : « L' Eglise verte ? la construction d'une écologie catholique : étapes et tensions », *Vertigo*, volume 15, n° 1, mai 2015

Isacco Turina, « L'Église catholique et la cause de l'environnement », *Terrain*, revue d'ethnologie d'Europe, Dossier sur l'imaginaire écologique, mai 2013.

Danielle Hervieu-Leger, *Religions et écologie*, Cerf, 1993.

Jean-Paul Ribaut, « Protection de la nature et de l'environnement et christianisme », 2012, Revue en ligne *Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement*.